

sud-africain de concentration des entreprises, car plus de 75 p. 100 des actions de la Bourse de Johannesburg sont détenues par des conglomérats appartenant à des Blancs. M. Mandela a mis au défi les gens d'affaires d'Afrique du Sud de présenter des solutions de rechange à la nationalisation qui permettent de corriger ce déséquilibre¹⁷; lui-même a mentionné comme modèle la loi américaine sur les conglomérats, et envisagé des modifications aux politiques fiscales comme éléments possibles d'une nouvelle stratégie¹⁸. Le Sous-comité constate avec plaisir que la compétence canadienne joue un rôle d'appui dans cette tâche cruciale. La «Mission économique» du Centre de recherches pour le développement international en Afrique du Sud, en août 1991, a été en partie responsable de la création d'un groupe de recherche macro-économique, le GRM, qui centralise les efforts de l'ANC, du mouvement syndical COSATU et de quatre universités dans la réalisation d'analyses et de recherches économiques.

Toutefois, tout nouveau gouvernement doit avancer sur la corde raide économique, entre ce qui est juste et ce qui est réalisable. Il lui faut répondre à la nécessité d'une croissance économique et s'en tenir aux approches économiques que préfèrent les institutions financières internationales. C'est le dilemme énoncé succinctement par le professeur Linda Freeman :

En bref, dans quelle mesure les difformités du cas de l'Afrique du Sud joueront-elles sur la vérité universelle mise de l'avant ces temps-ci par les institutions financières internationales? À défaut de régler ces grandes inégalités, il faudra assumer des coûts sociaux, économiques et de sécurité¹⁹.

Le plus grand de ces coûts, estimait le professeur Manfred Bienefeld, pourrait bien être la démocratie elle-même :

Je trouve presque grotesque que les gens fêtent l'arrivée de la démocratie dans des conditions comme celles-là, tandis qu'en fait, notre propre histoire nous prouve que la démocratie ne fonctionne pas très bien dans les sociétés trop polarisées, trop instables²⁰.

Reconstruction de la région

Tandis que la région émerge de l'apartheid, la situation des pays voisins n'est pas meilleure. Les politiques de déstabilisation militaire et économique d'Afrique du Sud ont ravagé la Namibie, l'Angola et, au dire de certains observateurs, elles jouent encore un rôle dans le conflit dévastateur qui fait rage au Mozambique. Pour donner une idée de l'ampleur des dommages infligés à la région, précisons que, d'après l'UNICEF, 1,5 million de personnes seraient mortes en raison des guerres parrainées par l'apartheid. Quatre autres millions de

¹⁷ *Ibid.*

¹⁸ *Procès-verbaux et témoignages*, fascicule 6:30.

¹⁹ *Ibid.*, fascicule 15:34.

²⁰ *Ibid.*, fascicule 17:25.